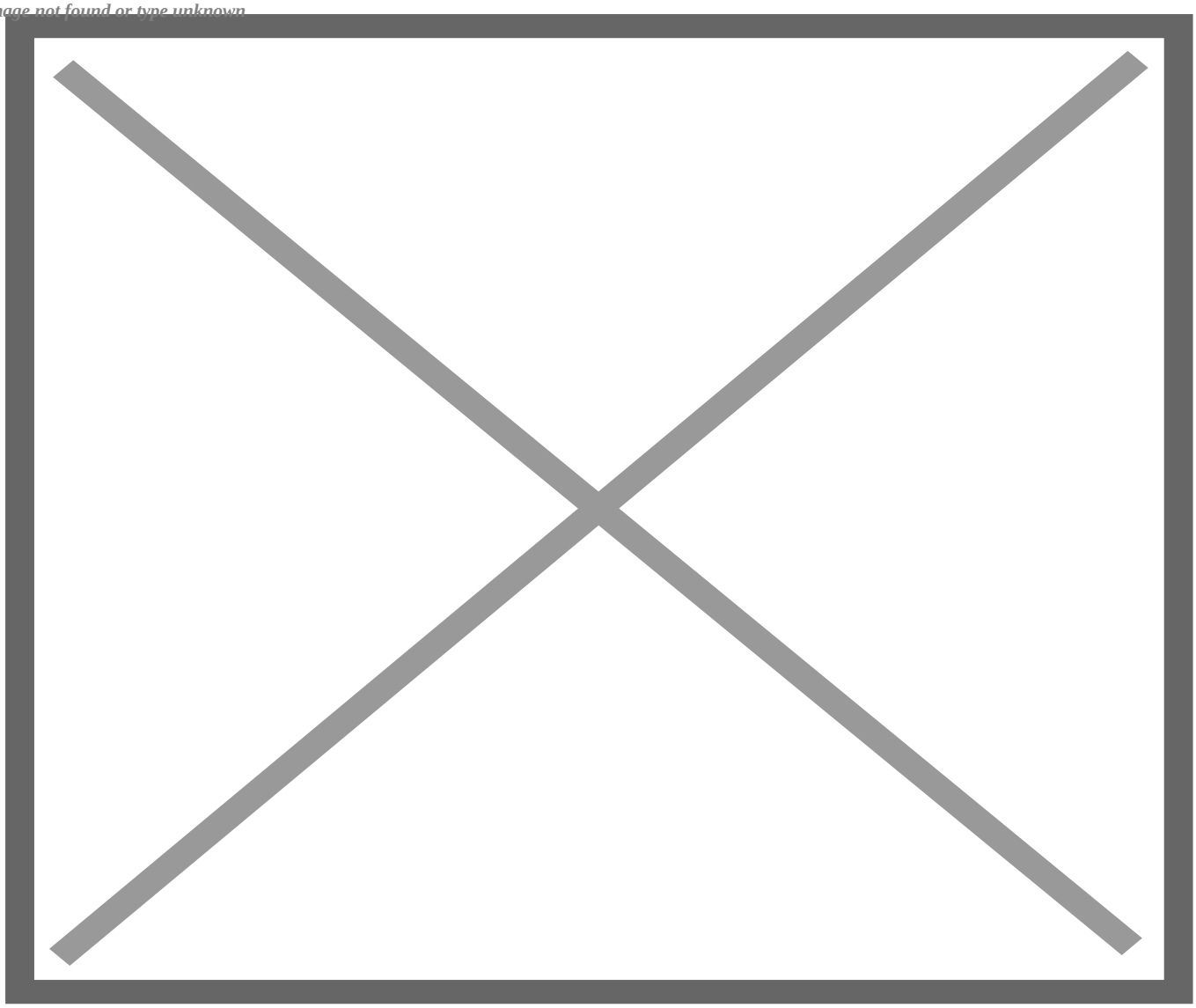
# *La lutte contre le délit, une priorité stratégique qui nous concerne tous*

*Image not found or type unknown*



**0**

Editorial

# La lutte contre le délit, une priorité stratégique qui nous concerne tous

La direction de la Révolution a réitéré l'appel à resserrer les rangs et à agir avec fermeté, sans demi-mesures ni faiblesse, et dans le respect de la Loi, comme cela a toujours été le cas face à ces manifestations délictueuses

Auteur: Granma | internet@granma.cu

12 février 2024 12:02:03

Il incombe à chaque entité de prévenir et de lutter contre le vol, les illégalités et autres manifestations qui menacent le peuple. Photo: Dunia Alvarez

La prévention et la lutte contre la corruption, les délits, les illégalités et l'indiscipline sociale constituent une priorité stratégique pour les dirigeants du Parti, de l'État, du gouvernement et des organisations sociales et de masse, alors que leurs manifestations nous concernent tous et doivent être combattues dans les tranchées les plus diverses.

Les tentacules sans frontières de la criminalité organisée internationale et ses multiples visages, avec des voies de pénétration et de multiplication infinis, menacent le monde et ont un impact sur tous les pays. Par ailleurs, la crise économique mondiale, exacerbée dans le cas de Cuba par un blocus sans limites ni scrupules, encourage les conduites criminelles et les comportements violents. Le gouvernement des États-Unis et les secteurs extrémistes de la contre-révolution stimulent et manipulent ces actes dans leur offensive médiatique pour propager un scénario d'insécurité, qu'ils tentent de capitaliser en faveur de leurs objectifs déstabilisateurs.

Le 1er janvier dernier, le général d'armée Raul Castro Ruz, leader de la Révolution, a déclaré à Santiago de Cuba : « L’unité formée par le Parti, le gouvernement, les organisations de masse et tout notre peuple, y compris les combattants des Forces armées révolutionnaires et du ministère de l’Intérieur, est le bouclier contre lequel s’écraseront, une fois de plus, tous les plans subversifs de l’ennemi, qui incluent depuis l’utilisation systématique du mensonge jusqu’au terrorisme. »

C'est précisément avec l'unité, la cohésion et la fermeté révolutionnaire que nous pouvons affronter et vaincre la corruption, le délit, les illégalités et les indisciplines sociales, qui compromettent le bien-être social et les conquêtes sacrées du peuple cubain : la sécurité, l'ordre et la tranquillité citoyenne.

L'action permanente du ministère de l'Intérieur et des organes judiciaires, en liaison étroite avec le peuple, a permis ces dernières années de détecter, de prévenir et d'affronter des formes multiples et complexes de criminalité et de tendances délictueuses. Cela a été possible grâce à une plus grande rigueur dans le traitement juridique, pénal et pénitentiaire, notamment dans le cas des personnes accusées, inculpées ou sanctionnées pour des délits à fort préjudice social.

La priorité est donnée à la détection et à la neutralisation de la criminalité et de ses actes, principalement violents ; la localisation et la capture d’individus signalés ; l'identification des personnes et la révision des véhicules aux points de contrôle de la Police nationale révolutionnaire sont renforcées. Grâce à des

actions opérationnelles et policières, différents processus de la vie économique et sociale du pays sont sécurisés, en particulier le transport, le stockage et la distribution des denrées alimentaires.

Parallèlement, l'accent est mis sur des mesures visant à accroître la sécurité et la protection des centres commerciaux et sociaux, des épiceries, des écoles, des jardins d'enfants et d'autres lieux où sont stockés des produits destinés à la population. La coopération est également renforcée dans le but de transformer les causes et les conditions négatives dans les communautés et les zones les plus touchées.

Malgré ces efforts considérables, la situation en matière de criminalité, de corruption, d'illégalité et d'indiscipline sociale reste complexe, marquée par un scénario socio-économique défavorable. Dans ce contexte, on constate la présence d'un secteur de la population, y compris des jeunes, qui considèrent le crime et l'illégalité comme un moyen facile et rapide de gagner de l'argent.

Au cours de la 2e Période ordinaire de sessions de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, dans sa 10e Législature, lorsque le peuple a été informé des projections du gouvernement visant à corriger les distorsions et relancer l'économie en 2024, il a été ratifié que la lutte contre la corruption, la criminalité, les illégalités et l'indiscipline sociale n'est pas seulement un problème du ministère de l'Intérieur, ni seulement de la police. Il s’agit d’un problème qui nous concerne tous, du gouvernement et des systèmes d’entreprises, car de nombreux biens volés proviennent d'une usine, d'un entrepôt, d'une entreprise, et ce sont ces mêmes produits qui sont ensuite revendus à la population par des personnes sans scrupules.

Face à l'ampleur de ces défis, il est indispensable de consolider les systèmes de travail des organes de l'État et du gouvernement afin de prévenir et de lutter contre ces manifestations néfastes. Il s’impose de renforcer la cohésion et la coopération entre les autorités gouvernementales et les organisations politiques et de masse par le biais d'actions globales au niveau communautaire, et de contribuer à l'élimination des causes et des conditions qui encouragent la reproduction des comportements antisociaux et illégaux.

Indépendamment de la décision ferme de faire appliquer la Loi, que ce soit par la persuasion ou, en dernière instance, par l'application des mesures coercitives établies, la participation consciente de chacun à ce combat est incontournable. C'est ce qu'a demandé le général d'armée Raul Castro Ruz lors de son discours à la 1ère Session ordinaire de la 8e Législature de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, le 7 juillet 2013 : « Il est temps désormais que les collectifs de travailleurs et de paysans, les étudiants, les jeunes, les enseignants et les professeurs, nos intellectuels et nos artistes, les journalistes, les entités religieuses, les autorités, les dirigeants et les fonctionnaires à tous les niveaux, bref, tous les Cubains dignes, qui constituent sans aucun doute la majorité, fassent leur le devoir de respecter et de faire appliquer ce qui est établi, aussi bien dans les normes civiques que dans les lois, les dispositions et les règlements. »

La direction de la Révolution a réitéré l'appel à resserrer les rangs et à agir avec fermeté, sans demi-mesures ni faiblesse, et conformément à la Loi, comme elle l'a toujours fait face à ces manifestations délictueuses.

Notre commandant en chef Fidel Castro Ruz nous avait prévenus, dès le 6 juin 1971, lors de la cérémonie marquant le 10e anniversaire du ministère de l'Intérieur, que « la bataille contre les activités antisociales et criminelles doit également être une bataille du peuple tout entier ». Et six ans plus tard, il le ratifiait devant l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, en déclarant : « Nous sommes face à un énorme terrain : lutter sans relâche contre toute négligence, contre tout esprit bureaucratique, contre toute indolence, sans relâche, de la même manière que nous avons lutté et continuons à lutter contre la délinquance ».

Source quotidien Granma

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/347000-la-lutte-contre-le-delit-une-priorite-strategique-qui-nous-concerne-tous

**Radio Habana Cuba**